

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et
Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs
départementaux**

La Directrice

Paris, le *7 décembre 2023*

Direction du Financement de l'offre

Dossier suivi par : Benny Andersson Blanchet

Contact : benny-andersson.blanchet@cnsa.fr (copie : saad@cnsa.fr)

Objet : Contribution au financement de mesures salariales dans les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) mentionné aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 relatif à l'aide aux départements versée par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie en application de l'article 47 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Versement du solde au titre de l'année 2022

P.J. :

- Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes à verser par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2022
- Annexe 2 : Tableau des montants définitifs des trop-perçus à récupérer par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2022

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

I. Rappel du contexte réglementaire et montant définitif du concours

- **Réglementation applicable au titre de l'année 2022**

L'article 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021, précisé par le décret n°2021-1155 du 6 septembre 2021, modifié par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022, prévoit qu'une aide est versée par la CNSA aux départements qui financent un dispositif de soutien à destination des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD) afin de prendre en charge une partie des coûts de revalorisation des rémunérations de leurs professionnels consécutivement à :

- La conclusion d'accords collectifs de branche, postérieurement au 1^{er} avril 2021, en matière de revalorisation salariale
- Au versement d'une prime de revalorisation d'un montant correspondant à 49 points d'indice majoré à des agents territoriaux exerçant des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou de personnes handicapées. Cette prime de revalorisation a été convertie en complément de traitement indiciaire (CTI), obligatoire et applicable à compter du 1^{er} avril 2022, par la loi de finances rectificative du 16 août 2022 et dont les modalités de mise en œuvre sont précisées par le décret d'application n°2022-1497 du 30 novembre 2022.

- **Spécificité des dépenses de soutien aux départements relatives aux SAAD relevant de la convention collective CCN51, au titre de l'année 2021 :**

L'arrêté du 29 avril 2022 agréé l'avenant n°2022-02 du 23 février 2022 à la convention collective du 31 octobre 1951 (FEHAP). Cet avenant prévoit la création d'une « prime domicile » visant à transposer les dispositions de l'avenant 43 de la BAD aux SAAD adhérents à la FEHAP. Cet avenant est entré en vigueur de manière rétroactive au 1^{er} octobre 2021.

La date de publication de l'arrêté d'agrément de cet avenant n'avait pas permis aux départements d'indiquer le montant des dépenses définitivement supportées au titre de l'année 2021 pour les SAAD adhérents à la FEHAP dans les délais impartis. Ainsi, ces montants définitifs ont été déclarés à la CNSA dans l'état détaillé des dépenses engagées 2022, et font l'objet d'une compensation exceptionnelle en 2023.

- **Montant de la contribution de la CNSA**

L'aide financière de la CNSA ne peut excéder un montant global porté à 261 M€ par an.

Pour 2022, après communication par les départements de leurs données, le montant définitif de l'aide financière s'élève à **220,67 M€** dont :

- 204,24 M€ pour les SAAD privés éligibles,
- 15,97 M€ pour les SAAD relevant de la fonction publique territoriale,
- 0,46 M€ au titre du soutien aux SAAD adhérents à la FEHAP au titre de l'année 2021.

II. Modalités de calcul de l'aide

- **Revalorisations salariales de branche dans le secteur privé :**

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée en année N à chaque département au titre des revalorisations salariales de branche dans le secteur privé est égal à :

Nombre d'heures d'activité réalisées en année N au titre de l'APA, de la PCH et de l'aide-ménagère par les SAAD concernés, **multiplié par un montant forfaitaire** utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Pour le calcul du solde 2022, le nombre d'heures 2022 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire utilisé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie est égal à **2,05 €**. Ce montant correspond à 50% du coût moyen horaire des avenants 43, 51 et 52, diminué des coûts de l'augmentation du SMIC qui ont vocation à être pris en compte dans l'évolution du tarif plancher. Ce coût moyen est estimé à 4,10€.

La compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

- **Mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale :**

Le décret n°2022-740 prévoit que le montant de l'aide allouée à chaque département au titre de la mise en place du CTI dans les SAAD de la fonction publique territoriale est égal à :

La somme, par département, du calcul suivant appliqué à chacun des SAAD FPT éligibles au financement :

Nombre d'équivalent temps plein (ETP) d'agents affectés à titre principal à des fonctions d'aide à domicile du service **multiplié par le rapport** entre le nombre d'heures APA, PCH et aide-ménagère du service et le total des heures réalisées par ce service, puis **multiplié par le montant forfaitaire**.

Pour le calcul du solde 2022, le nombre d'ETP et d'heures prestées 2022 d'APA, de PCH et d'aide-ménagère déclarées par les départements pour chaque SAAD éligible a été pris en compte.

Le montant forfaitaire annuel communiqué par la DGCS a été fixé à **1 260,75 €** pour 2022¹. Il correspond à 50% du cout annuel brut chargé de la revalorisation pour le gestionnaire du SAAD. La revalorisation étant applicable à partir du 1^{er} avril 2022, l'acompte a été calculé sur la base de 9 mois.

La compensation de la CNSA ne peut excéder 50% des coûts effectivement supportés par le département au titre du dispositif.

- **Revalorisations salariales des SAAD relevant de la convention collective CCN51, au titre de l'année 2021 :**

Pour ce rattrapage 2021, l'aide est versée à chaque département dans la limite de 70% des coûts effectivement supportés, conformément au décret du 6 septembre 2021.

III. Calcul et versement du solde

Une pré-notification en date du 5 octobre 2023 a été transmise aux départements afin qu'ils confirment les données communiquées à la CNSA et permettant le calcul du solde du concours. Les demandes de modification des départements ayant fait suite à cette pré-notification ont été prises en compte dans le calcul du solde.

Les montants des soldes à verser et des trop-perçus à récupérer, mentionnés en annexes 1 et 2, ont été déterminés en soustrayant du montant définitif de l'aide le montant d'acompte notifié par la CNSA dans les notifications des 4 juillet et 26 octobre 2022. L'annexe 1 comporte les éléments de notification pour les départements pour lesquels la CNSA verse un solde. L'annexe 2 comporte les informations de notification pour les départements soumis à une reprise, c'est-à-dire dont le montant définitif du concours est inférieur à l'acompte versé.

Il n'est pas versé d'aide aux départements qui ne participent pas à l'un ou l'autre de ces dispositifs de compensation. Il n'est pas non plus versé d'aide aux départements n'ayant pas communiqué d'états détaillés et d'attestations au titre de 2022.

La présente notification ainsi que les tableaux des montants (Annexes n° 1 et 2) sont publiés sur le **site internet de la CNSA** (www.cnsa.fr) > « Budget et Financement » > « Financement du soutien à domicile ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ».

¹ Le montant forfaitaire en vigueur jusqu'au 30 juin 2022 était de 1 647€ puis la revalorisation du point d'indice de la fonction publique au 1^{er} juillet 2022 a porté le montant à 1 698€. Ainsi, pour l'année 2022, le montant forfaitaire s'établit à : $(1\ 647 \times 25\%) + (1\ 698 \times 50\%) = 1\ 260,75\ €$.

IV. Délais de recours

Le présent document peut être contesté pendant deux mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser à la directrice de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.



Virginie MAGNANT

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes à verser par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2022

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2022, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740 (montant retenu par la CNSA)	Montant de la subvention effectivement attribuée aux SAAD FEHAP par le département au titre des 3 derniers mois de l'année 2021	Montant définitif des aides mentionnées à l'article 1 du décret n° 2022-740, au titre de l'année 2022 (Incluant le rattrapage FEHAP 2021)	Montant des acomptes versés par la CNSA *	Montant des soldes à verser par la CNSA.
01 - Ain	4 369 862,00 €	0,00 €	2 184 931,00 €	1 667 885,34 €	517 045,66 €
02 - Aisne	4 612 138,32 €	0,00 €	2 306 069,16 €	1 524 803,45 €	781 265,71 €
03 - Allier	3 451 368,24 €	0,00 €	1 725 684,12 €	1 245 510,71 €	480 173,41 €
04 - Alpes de Haute Provence	1 021 391,64 €	0,00 €	510 695,82 €	282 804,77 €	227 891,05 €
05 - Alpes (Hautes-)	1 294 023,39 €	0,00 €	645 047,47 €	387 428,57 €	257 618,90 €
06 - Alpes-Maritimes	1 739 979,00 €	0,00 €	869 989,50 €	0,00 €	869 989,50 €
07 - Ardèche	3 505 931,17 €	0,00 €	1 752 965,58 €	667 718,49 €	1 085 247,09 €
08 - Ardennes	2 551 702,88 €	0,00 €	1 275 851,44 €	822 198,62 €	453 652,82 €
09 - Ariège	1 076 916,92 €	22 431,10 €	554 160,23 €	552 297,66 €	1 862,57 €
10 - Aube	2 462 458,79 €	0,00 €	1 231 223,79 €	744 057,16 €	487 166,63 €
11 - Aude	2 505 927,32 €	0,00 €	1 252 963,66 €	797 760,36 €	455 203,30 €
12 - Aveyron	4 113 760,46 €	0,00 €	2 056 880,23 €	1 288 419,83 €	768 460,40 €
13 - Bouches-du-Rhône	18 535 916,00 €	0,00 €	9 170 867,70 €	5 548 457,64 €	3 622 618,06 €
15 - Cantal	2 991 712,84 €	0,00 €	1 247 160,88 €	1 032 493,40 €	214 667,48 €
16 - Charente	4 292 116,71 €	0,00 €	1 725 262,60 €	1 465 153,55 €	260 109,05 €
17 - Charente-Maritime	6 696 869,15 €	0,00 €	2 848 975,62 €	1 771 823,60 €	1 077 152,02 €
18 - Cher	3 115 599,44 €	47 112,26 €	1 344 454,90 €	939 497,71 €	404 957,19 €
19 - Corrèze	331 512,00 €	0,00 €	165 756,00 €	95 457,39 €	70 298,61 €
20 - Corse	7 051 034,06 €	0,00 €	3 525 517,03 €	2 051 800,38 €	1 473 716,65 €
22 - Côtes-d'Armor	8 121 859,31 €	66 020,25 €	2 475 711,29 €	1 643 151,08 €	832 560,21 €
23 - Creuse	2 551 250,02 €	0,00 €	1 148 187,64 €	934 018,06 €	214 169,58 €
24 - Dordogne	4 427 863,18 €	0,00 €	1 990 267,14 €	1 143 491,45 €	846 775,69 €
25 - Doubs	3 586 386,53 €	0,00 €	1 793 193,26 €	1 328 818,20 €	464 375,06 €
26 - Drôme	5 718 076,01 €	0,00 €	2 859 038,01 €	2 023 657,79 €	835 380,22 €
27 - Eure	4 887 380,25 €	0,00 €	1 614 675,82 €	1 503 102,27 €	111 573,55 €
28 - Eure-et-Loir	2 251 917,34 €	0,00 €	1 113 175,25 €	864 683,46 €	248 491,79 €
29 - Finistère	8 091 895,87 €	0,00 €	3 636 495,72 €	2 779 928,16 €	856 567,56 €
30 - Gard	10 043 525,35 €	0,00 €	3 049 619,24 €	2 275 918,09 €	773 701,15 €
31 - Haute-Garonne	10 057 275,00 €	31 793,00 €	4 628 872,89 €	3 152 744,81 €	1 476 128,08 €
32 - Gers	2 262 428,49 €	0,00 €	1 131 214,24 €	742 979,06 €	388 235,18 €
33 - Gironde	14 256 554,00 €	0,00 €	7 128 277,00 €	4 988 754,53 €	2 139 522,47 €
34 - Hérault	16 358 716,40 €	0,00 €	8 179 358,20 €	5 162 158,91 €	3 017 199,29 €
35 - Ille-et-Vilaine	8 640 641,69 €	14 319,00 €	3 454 014,05 €	2 508 247,74 €	945 766,31 €
36 - Indre	2 923 357,00 €	0,00 €	1 236 295,16 €	959 681,90 €	276 613,26 €
37 - Indre-et-Loire	5 584 668,00 €	0,00 €	2 776 844,41 €	1 963 151,25 €	813 693,16 €
38 - Isère	8 078 404,04 €	26 413,00 €	3 893 807,33 €	2 930 425,74 €	963 381,59 €
40 - Landes	4 242 433,50 €	0,00 €	1 649 662,33 €	912 762,59 €	736 899,74 €
41 - Loir-et-Cher	2 393 426,83 €	0,00 €	1 196 713,41 €	247 784,83 €	948 928,58 €
42 - Loire	8 744 475,00 €	39 650,00 €	3 675 496,30 €	1 812 650,56 €	1 862 845,74 €
43 - Loire (Haute-)	2 485 835,31 €	0,00 €	1 242 917,66 €	804 759,51 €	438 158,15 €
44 - Loire-Atlantique	6 238 837,02 €	45 819,15 €	3 151 299,43 €	2 174 817,20 €	976 482,23 €
45 - Loiret	4 321 103,33 €	56 059,58 €	2 024 743,70 €	1 455 885,74 €	568 857,96 €
46 - Lot	2 284 520,00 €	0,00 €	1 142 260,00 €	808 094,22 €	334 165,78 €
47 - Lot-et-Garonne	4 241 413,65 €	0,00 €	2 120 706,83 €	1 492 835,19 €	627 871,64 €
48 - Lozère	989 000,00 €	0,00 €	493 238,12 €	310 753,95 €	182 484,17 €
49 - Maine-et-Loire	4 167 236,25 €	0,00 €	1 685 985,82 €	1 440 622,63 €	245 363,19 €
50 - Manche	2 815 093,00 €	0,00 €	1 407 546,50 €	995 819,30 €	411 727,20 €
51 - Marne	2 533 559,77 €	0,00 €	1 104 679,01 €	897 690,10 €	206 988,91 €
52 - Marne (Haute-)	2 110 323,00 €	0,00 €	1 055 161,50 €	278 356,00 €	776 805,50 €
53 - Mayenne	2 729 733,03 €	0,00 €	825 286,78 €	745 615,81 €	79 670,97 €
54 - Meurthe-et-Moselle	8 148 707,00 €	0,00 €	3 229 715,55 €	2 944 722,99 €	284 992,56 €
55 - Meuse	1 642 131,43 €	0,00 €	821 065,72 €	536 174,14 €	284 891,58 €
56 - Morbihan	5 821 324,36 €	0,00 €	2 592 389,19 €	2 400 109,26 €	192 279,92 €
57 - Moselle	4 523 593,02 €	21 528,28 €	2 013 381,10 €	1 540 577,18 €	472 803,92 €
58 - Nièvre	2 372 676,56 €	0,00 €	1 186 338,28 €	659 654,92 €	526 683,36 €

Annexe 1 : Tableau des montants définitifs des soldes à verser par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2022

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2022, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740 (montant retenu par la CNSA)	Montant de la subvention effectivement attribuée aux SAAD FEHAP par le département au titre des 3 derniers mois de l'année 2021	Montant définitif des aides mentionnées à l'article 1 du décret n° 2022-740, au titre de l'année 2022 (Incluant le rattrapage FEHAP 2021)	Montant des acomptes versés par la CNSA *	Montant des soldes à verser par la CNSA.
60 - Oise	3 617 059,00 €	0,00 €	1 808 529,50 €	1 150 355,20 €	658 174,30 €
61 - Orne	3 728 347,75 €	0,00 €	1 864 173,88 €	1 357 185,73 €	506 988,15 €
62 - Pas-de-Calais	23 718 839,30 €	0,00 €	10 485 847,00 €	9 039 145,88 €	1 446 701,12 €
63-Puy-de-Dôme	4 918 733,00 €	0,00 €	1 816 309,68 €	1 118 500,22 €	697 809,46 €
64 - Pyrénées Atlantiques	5 550 089,92 €	3 515,87 €	2 632 243,78 €	1 778 113,69 €	854 130,09 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	4 051 880,00 €	0,00 €	2 025 939,52 €	1 311 217,25 €	714 722,27 €
66 - Pyrénées-Orientales	4 049 549,90 €	30 963,00 €	2 046 449,05 €	962 918,45 €	1 083 530,60 €
67-68 -Collectivité Européenne	8 652 530,85 €	43 184,86 €	3 900 597,63 €	2 967 992,68 €	932 604,95 €
69 - Rhône	3 755 710,19 €	0,00 €	1 458 919,40 €	1 388 618,52 €	70 300,88 €
69M - Métropole de Lyon	6 914 580,33 €	0,00 €	2 824 452,92 €	2 043 643,70 €	780 809,22 €
70 - Saône (Haute-)	2 013 579,33 €	0,00 €	1 006 789,67 €	801 495,67 €	205 294,00 €
71 - Saône -et-Loire	5 255 777,74 €	0,00 €	2 622 581,25 €	1 913 672,67 €	708 908,58 €
72 - Sarthe	4 753 092,53 €	0,00 €	1 577 116,07 €	1 568 775,41 €	8 340,65 €
73 - Savoie	2 498 196,40 €	0,00 €	1 127 288,68 €	711 178,64 €	416 110,04 €
74 - Savoie (Haute-)	3 573 248,21 €	6 544,00 €	1 791 204,91 €	1 728 586,83 €	62 618,08 €
75 - Paris	6 322 618,27 €	15 885,96 €	3 172 429,31 €	2 076 770,00 €	1 095 659,31 €
76 - Seine-Maritime	12 165 411,10 €	18 698,58 €	5 756 752,38 €	4 285 373,29 €	1 471 379,09 €
77 - Seine et Marne	4 998 402,85 €	0,00 €	2 254 456,67 €	1 811 019,60 €	443 437,07 €
79 - Sèvres (Deux-)	3 173 330,86 €	0,00 €	1 255 708,67 €	978 082,14 €	277 626,53 €
80 - Somme	4 496 659,17 €	0,00 €	2 125 911,44 €	1 673 150,39 €	452 761,05 €
81 - Tarn	5 583 823,60 €	0,00 €	2 027 277,29 €	1 194 149,81 €	833 127,48 €
82 - Tarn-et-Garonne	3 072 048,48 €	0,00 €	1 510 842,79 €	936 363,78 €	574 479,01 €
83 - Var	8 029 533,75 €	0,00 €	4 014 766,88 €	2 676 465,12 €	1 338 301,76 €
84 - Vaucluse	2 160 771,79 €	0,00 €	1 080 385,90 €	825 510,24 €	254 875,66 €
85 - Vendée	4 250 886,08 €	0,00 €	2 085 221,02 €	1 393 225,34 €	691 995,68 €
86 - Vienne	3 683 886,40 €	0,00 €	1 720 181,60 €	1 518 558,91 €	201 622,69 €
87 - Vienne (Haute-)	2 580 226,68 €	0,00 €	1 342 175,84 €	1 136 545,91 €	205 629,93 €
88 - Vosges	3 767 230,00 €	74 375,00 €	1 257 599,15 €	1 013 401,11 €	244 198,04 €
89 - Yonne	2 525 200,00 €	0,00 €	1 267 725,38 €	994 703,80 €	273 021,58 €
90 - Belfort (Territoire de)	1 296 649,60 €	7 321,97 €	648 324,80 €	470 326,14 €	177 998,66 €
91 - Essonne	5 689 569,34 €	0,00 €	2 702 601,26 €	1 880 736,46 €	821 864,80 €
93 - Seine-Saint-Denis	4 588 106,51 €	0,00 €	2 294 053,26 €	1 614 990,86 €	679 062,40 €
94 - Val-de-Marne	2 268 990,00 €	0,00 €	1 134 495,00 €	770 754,85 €	363 740,15 €
95 - Val-d'Oise	1 304 000,67 €	0,00 €	652 000,34 €	435 323,42 €	216 676,92 €
971 - Guadeloupe	5 821 855,07 €	0,00 €	2 910 927,53 €	1 001 836,64 €	1 909 090,89 €
972 - Martinique	4 542 221,90 €	0,00 €	2 271 110,95 €	1 615 904,85 €	655 206,10 €
973 - Guyane	981 979,97 €	0,00 €	115 228,45 €	0,00 €	115 228,45 €
974 - Réunion	4 018 053,00 €	0,00 €	1 843 016,62 €	916 087,66 €	926 928,96 €
975 - Saint-Pierre et Miquelon	57 875,00 €	0,00 €	28 937,29 €	25 598,25 €	3 339,04 €
Total	450 798 385,42 €	571 634,86 €	205 582 663,34 €	143 336 446,36 €	62 246 216,98 €

* Notifications des 4 juillet et 26 octobre 2022

Annexe 2 : Tableau des montants définitifs des trop-perçus à récupérer par département de l'aide mentionnée aux I et II de l'article 2 du décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 au titre de l'année 2022

Départements/Collectivités	Montant définitif des dépenses réellement supportées par le département/la collectivité, au titre de l'année 2022, en application de l'article 1er du décret n° 2022-740 (montant retenu par la CNSA)	Montant de la subvention effectivement attribuée aux SAAD FEHAP par le département au titre des 3 derniers mois de l'année 2021	Montant définitif des aides mentionnées à l'article 1 du décret n° 2022-740, au titre de l'année 2022 (Incluant le rattrapage FEHAP 2021)	Montant des acomptes versés par la CNSA *	Montant des trop-perçus à récupérer par la CNSA
14 - Calvados	8 085 048,36 €	0,00 €	2 721 146,45 €	2 734 784,62 €	-13 638,17 €
21 - Côte-d'Or	1 597 351,50 €	0,00 €	798 675,75 €	1 120 985,94 €	-322 310,19 €
39 - Jura	2 345 243,83 €	0,00 €	709 242,60 €	961 813,87 €	-252 571,27 €
59 - Nord	21 946 046,77 €	85 158,00 €	10 858 664,16 €	11 845 969,21 €	-987 305,05 €
Total	33 973 690,46 €	85 158,00 €	15 087 728,96 €	16 663 553,64 €	-1 575 824,68 €

* Notifications des 4 juillet et 26 octobre 2022